



**Appel d'Offres Ouvert sur offres de prix
N°08/2019 du 19/09/2019**

**Objet : REALISATION DES TRAVAUX DE REHABILITATION ET D'ENTRETIEN DU SIEGE
DE LA DIRECTION DU TRAVAIL DU MINISTERE DU TRAVAIL ET DE L'INSERTION
PROFESSIONNELLE A RABAT, EN LOT UNIQUE**

REGLEMENT DE CONSULTATION

Le présent appel d'offres ouvert sur offres de prix est soumis aux dispositions de l'alinéa 2 paragraphe 1 de l'article 16, du paragraphe 1 de l'article 17 et de l'alinéa 3 paragraphe 3 de l'article 17 du décret n°2-12-349 du 8 jourmada I 1434 (20 mars 2013) relatif aux marchés publics.

ARTICLE 1 : OBJET DU REGLEMENT DE CONSULTATION

Le présent règlement de consultation concerne l'appel d'offres ouvert sur offres de prix n° 08/2019 et ayant pour objet la réalisation des travaux de réhabilitation et d'entretien du siège de la Direction du Travail du Ministère du Travail et de l'insertion Professionnelle à Rabat, en lot unique.

Il a été établi en vertu des dispositions de l'article 18 du décret n°2-12-349 du 8 jourmada I 1434 (20 mars 2013) relatif aux marchés publics.

Les prescriptions du présent règlement ne peuvent en aucune manière déroger ou modifier les conditions et les formes prévues par le décret n° 2-12-349 précité. Toute disposition contraire au décret n° 2-12-349 précité est nulle et non avenue. Seules sont valables les précisions et prescriptions complémentaires conformes aux dispositions du décret précité.

ARTICLE 2 : MAITRE D'OUVRAGE

Le Maître d'Ouvrage du marché qui sera passé suite au présent appel d'offres est le Ministère du Travail et de l'Insertion Professionnelle, représenté par Monsieur le Directeur des Ressources humaines, du Budget et des Affaires Générales.

ARTICLE 3 : CONDITIONS REQUISES DES CONCURRENTS

Conformément aux dispositions de l'article 24 du décret n° 2-12-349;

1. Peuvent valablement participer et être attributaires des marchés publics, dans le cadre des procédures prévues par le présent décret, les personnes physiques ou morales qui :
 - Justifient des capacités juridiques, techniques et financières requises ;
 - Sont en situation fiscale régulière, pour avoir souscrit leurs déclarations et réglé les sommes exigibles dûment définitives ou, à défaut de règlement, constitué des garanties jugées suffisantes par le comptable chargé du recouvrement et ce conformément à la législation en vigueur en matière de recouvrement ;
 - Sont affiliées à la Caisse Nationale de Sécurité Sociale ou à un régime particulier de prévoyance sociale, et souscrivent de manière régulière leurs déclarations de salaires et sont en situation régulière auprès de ces organismes ;
2. Ne sont pas admises à participer au présent appel d'offres :
 - Les personnes en liquidation judiciaire ;
 - Les personnes en redressement judiciaire, sauf autorisation spéciale délivrée par l'autorité judiciaire compétente.
 - Les personnes ayant fait l'objet d'une exclusion temporaire ou définitive prononcée dans les conditions fixées par l'article 159 du décret n° 2-12-349.
 - Les personnes qui représentent plus d'un concurrent dans une même procédure de passation de marchés.

ARTICLE 4: PIECES JUSTIFICATIVES A FOURNIR PAR LES CONCURRENTS

Conformément aux dispositions de l'article 25 du décret n° 2-12-349, chaque concurrent est tenu de présenter un dossier administratif et un dossier technique. Chaque dossier peut être accompagné d'un état des pièces qui le constituent.

A- Dossier administratif :

Ce dossier doit comprendre :

1- Pour chaque concurrent, au moment de la présentation des offres :

- a-** Une déclaration sur l'honneur, en un exemplaire unique, qui doit comporter les mentions prévues à l'article 26 du décret n° 2-12-349.
- b-** L'original du récépissé du cautionnement provisoire ou l'attestation de la caution personnelle et solidaire en tenant lieu, le cas échéant ;
- c-** Pour les groupements, une copie légalisée de la convention constitutive du groupement prévue à l'article 157 du décret n° 2-12-349.
- d-** lorsque le concurrent est une coopérative ou une union de coopératives, une attestation d'inscription au registre local des coopératives.
- e-** lorsque le concurrent est un auto-entrepreneur, le certificat d'inscription au registre national de l'auto entrepreneur ou sa copie certifiée conforme à l'original délivrée depuis moins d'un an par l'administration compétente.

2- Pour le concurrent auquel il est envisagé d'attribuer le marché, dans les conditions fixées à l'article 40 du décret n° 2-12-349:

- a-** La ou les pièces justifiant les pouvoirs conférés à la personne agissant au nom du concurrent. Ces pièces varient selon la forme juridique du concurrent :
 - S'il s'agit d'une personne physique agissant pour son propre compte, aucune pièce n'est exigée ;
 - S'il s'agit d'un représentant, celui-ci doit présenter selon le cas :
 - une copie conforme de la procuration légalisée lorsqu'il agit au nom d'une personne physique ;
 - un extrait des statuts de la société et/ou le procès-verbal de l'organe compétent lui donnant pouvoir selon la forme juridique de la société, lorsqu'il agit au nom d'une personne morale ;
 - l'acte par lequel la personne habilitée délègue son pouvoir à une tierce personne, le cas échéant.
- b-** Une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'originale délivrée depuis moins d'un an par l'administration compétente du lieu d'imposition certifiant que le concurrent est en situation fiscale régulière ou à défaut de paiement qu'il a constitué les garanties prévues à l'article 3 ci-dessus. Cette attestation doit mentionner l'activité au titre de laquelle le concurrent est imposé ;

c- Une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'originale délivrée depuis moins d'un an par la Caisse Nationale de Sécurité Sociale certifiant que le concurrent est en situation régulière envers cet organisme conformément aux dispositions prévues à cet effet à l'article 3 ci-dessus ou de la décision du ministre chargé de l'emploi ou sa copie certifiée conforme à l'originale, prévue par le dahir portant loi n° 1-72-184 du 15 joumada II 1392 (27 juillet 1972) relatif au régime de sécurité sociale assortie de l'attestation de l'organisme de prévoyance sociale auquel le concurrent est affilié et certifiant qu'il est en situation régulière vis-à-vis dudit organisme.

La date de production des pièces prévues aux b) et c) ci-dessus sert de base pour l'appréciation de leur validité.

d- Le certificat d'immatriculation au registre de commerce pour les personnes assujetties à l'obligation d'immatriculation conformément à la législation en vigueur.

e- L'équivalent des attestations visées aux paragraphes b), c) et d) ci-dessus, délivrées par les administrations ou les organismes compétents de leurs pays d'origine ou de provenance pour les concurrents non installés au Maroc.

A défaut de la délivrance de tels documents par les administrations ou les organismes compétents de leur pays d'origine ou de provenance, lesdites attestations peuvent être remplacées par une attestation délivrée par une autorité judiciaire ou administrative du pays d'origine ou de provenance certifiant que ces documents ne sont pas produits.

f- pour les coopératives ou union des coopératives :

- la ou les pièces justifiant les pouvoirs conférés à la personne agissant au nom de la coopérative

- Une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'original délivrée depuis moins d'un an par l'administration compétente du lieu d'imposition certifiant que la coopérative ou l'union de coopérative est en situation fiscale régulière ou, à défaut de règlement, qu'il a constituée des garanties jugées suffisantes par le comptable chargé du recouvrement. Cette attestation doit mentionner l'activité au titre de laquelle la coopérative ou l'union de coopérative est imposée.

- Une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'originale délivrée depuis moins d'un an par la Caisse Nationale de Sécurité Sociale certifiant que la coopérative ou l'union de coopérative en situation régulière envers cet organisme conformément aux dispositions prévues à l'article 24 du décret du 20 mars 2013 relatif aux marchés publics ou de la décision du ministre chargé de l'emploi ou sa copie certifiée conforme à l'originale prévue par le dahir portant loi n°1-72-184 du 27 juillet 1972 relatif au régime de sécurité social assortie de l'attestation de l'organisme de prévoyance social auquel le concurrent est affilié et certifiant qu'il est en situation régulière vis-à-vis dudit organisme.

g- pour l'auto entrepreneur :

Une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'original délivrée depuis moins d'un an par l'administration compétente du lieu d'imposition certifiant que l'auto entrepreneur est en situation fiscale régulière ou, à défaut de règlement, qu'il a constituée des garanties jugées suffisantes par le comptable chargé du recouvrement. Cette attestation doit

mentionner l'activité au titre de laquelle la coopérative ou l'union de coopérative est imposée

B: Dossier technique :

B-1/ Pour les concurrents installés au Maroc

Conformément aux dispositions du Décret n° 2.94.223 du 16 juin 1994 relatif à la qualification et la classification des entreprises de bâtiment et de travaux publics et les textes le modifiant ou le complétant, il est exigé des concurrents installés au Maroc, la production de copie certifiée conforme à l'original du certificat de qualification et de classification, du ministère de l'équipement et des transports, dans les secteurs, classes et qualifications suivants :

Secteur	Qualification exigées	Classe
L : MENUISERIE-CHARPENTE	L-1 et L-4	3
M : PLOMBERIE-CHAUFFAGE-CLIMATISATION	M-1 et M-3	2
J : ELECTRICITE	J-1	3
N : ETANCHEITE-ISOLATION	N-1	2

B-2/ Pour les concurrents non installés au Maroc et qui sont dispensés du certificat de qualification et de classification

Conformément aux dispositions du §B de l'article 25 du Décret n° 2-12-349 précité, il est exigé des concurrents non installés au Maroc et qui sont dispensés du certificat de qualification et de classification la production de :

- une note indiquant les moyens humains et techniques du concurrent et mentionnant éventuellement, le lieu, la date, la nature et l'importance des prestations à l'exécution desquelles le concurrent a participé et la qualité de sa participation.
- les attestations ou leurs copies certifiées conformes à l'original délivrées par les maîtres d'ouvrage publics ou privés ou par les hommes de l'art sous la direction desquels le concurrent a exécuté lesdites prestations. Chaque attestation précise notamment la nature des prestations, leur montant et l'année de réalisation ainsi que le nom et la qualité du signataire et son appréciation.

NB : Lorsque le concurrent est un établissement public, il doit fournir :

1- Au moment de la présentation de l'offre :

- Les pièces prévues au 1 du A du présent article et une copie du texte l'habilitant à exécuter les prestations objet du marché ;
- Le dossier technique.

2- S'il est retenu pour être attributaire du marché :

- L'attestation ou sa copie certifiée conforme à l'originale délivrée depuis moins d'un an par l'administration compétente du lieu d'imposition certifiant que le concurrent est en situation fiscale régulière ou à défaut de paiement qu'il a constitué les garanties prévues à l'article 3 ci-dessus. Cette attestation qui n'est exigée que pour les organismes soumis au régime de la fiscalité, doit mentionner l'activité au titre de laquelle le concurrent est imposé ;
- Une attestation ou sa copie certifiée conforme à l'originale délivrée depuis moins d'un an par la Caisse Nationale de Sécurité Sociale certifiant que le concurrent est en situation régulière envers cet organisme conformément aux dispositions prévues à cet effet à l'article 3 ci-dessus ou de la décision du ministre chargé de l'emploi ou sa copie certifiée conforme à l'originale, prévue par le dahir portant loi n° 1-72-184 du 15 joumada II 1392 (27 juillet 1972) relatif au régime de sécurité sociale assortie de l'attestation de l'organisme de prévoyance sociale auquel le concurrent est affilié et certifiant qu'il est en situation régulière vis-à-vis dudit organisme.

La date de production des pièces du présent 2) sert de base pour l'appréciation de leur validité.

ARTICLE 5 : OFFRE FINANCIERE

Conformément à l'article 27 du décret n° 2-12-349 relatif aux marchés publics l'offre financière comprend :

a- l'acte d'engagement par lequel le concurrent s'engage à réaliser les prestations objet du marché conformément aux conditions prévues aux cahiers des charges et moyennant un prix qu'il propose. Il est établi en un seul exemplaire.

Cet acte d'engagement dûment rempli, et comportant le relevé d'identité bancaire (RIB), est signé par le concurrent ou son représentant habilité.

Lorsque l'acte d'engagement est souscrit par un groupement tel qu'il est défini à l'article 157 du décret n° 2-12-349 précité, il doit être signé soit par chacun des membres du groupement ; soit seulement par le mandataire si celui-ci justifie des habilitations sous forme de procurations légalisées pour représenter les membres du groupement lors de la procédure de passation du marché.

b- le bordereau des prix - détail estimatif dont le modèle est établi par le Maître d'Ouvrage et figure dans le présent dossier d'appel d'offres.

Le montant total de l'acte d'engagement doit être libellé en chiffres et en toutes lettres.

Les prix unitaires du bordereau des prix-détail estimatif doivent être libellés en chiffres.

Le montant total du bordereau des prix-détail estimatif doit être libellé en chiffres.

En cas de discordance entre le montant total de l'acte d'engagement et de celui du bordereau des prix-détail estimatif, le montant de ce dernier document est tenu pour bon pour établir le montant réel de l'acte d'engagement.

ARTICLE 6: DEPOT, RETRAIT ET EXAMEN DES PROSPECTUS ET DOCUMENTATION TECHNIQUE

Les soumissionnaires doivent impérativement déposer les prospectus et documentation technique pour les articles n° 12, 13, 14, 15, 16, 17, 41, 42, 43, 44, 45, 46, 47, 48, 49, 50, 51, 52, 53, 54, 55, 56, 57, 58, 59, 60, 61, 62, 63, 64, 65, 66, 67, 68, 69, 70, 71, 72, 73, 74, 75, 76, 77, 78, 79, 80, 81, 82, 83, 84, 85 et 86.

Les prospectus et documentation technique sont déposés au plus tard le jour ouvrable précédant la date fixée pour la séance d'ouverture des plis indiquée dans l'avis d'appel d'offres, contre délivrance par le maître d'ouvrage d'un accusé de réception.

Les prospectus et la documentation technique consiste à ce que le soumissionnaire présente dans son dossier les fiches technique détaillant les caractéristiques et spécifications des différents équipements et articles proposés non commerciales qui permettront à la commission technique de faire l'évaluation technique du projet d'une part et engagerait le fournisseur sur la marque et la référence du matériel, fonctionnement et fonctionnalités du dispositif livré d'autre part.

Les prospectus et documentation technique présentés par le concurrent doivent être rédigés en langue française.

Les prospectus et documentation technique doivent être mis dans un pli fermé portant les mentions suivantes :

- Le nom et l'adresse du concurrent ;
- L'objet du marché ;
- La date et l'heure de la séance d'ouverture des plis ;
- L'avertissement que « le pli ne doit être ouvert que par le président de la commission d'appel d'offres lors de la séance publique d'ouverture des plis ».

Les prospectus et documentation technique seront déposés au bureau du Service des Marchés et des Réalisations (Ministère du Travail et de l'Insertion Professionnelle) **au plus tard le jour et l'heure limites indiqués dans l'avis d'appel d'offres** contre délivrance par le Maître d'Ouvrage d'un accusé de réception.

A leur réception, les prospectus et documentation technique seront enregistrés par le Maître d'Ouvrage dans leur ordre d'arrivée, sur le registre spécial visé à l'article 13 ci-après en y indiquant le numéro d'enregistrement ainsi que la date et l'heure d'arrivée.

Aucun prospectus et documentation technique n'est accepté au-delà de la date et heure limites prévues ci-dessus.

Les prospectus et documentation technique déposés ou reçus peuvent être retirés au plus tard le jour ouvrable précédant le jour et l'heure fixés pour l'ouverture des plis.

Le retrait des prospectus et documentation technique fait l'objet d'une demande écrite et signée par le concurrent ou son représentant dûment habilité. La date et l'heure de retrait seront enregistrées par le Maître d'Ouvrage dans le registre spécial précité.

Les concurrents ayant retiré leurs prospectus et documentation technique peuvent présenter de nouveaux prospectus dans les conditions prévues ci-dessus.

Les prospectus et documentation technique seront examinés conformément aux dispositions de l'article 37 du décret n° 2-12-349 et au descriptif technique.

Les soumissionnaires n'ayant pas présentés tous les prospectus et la documentation technique demandés ou des prospectus et documentation technique non conformes aux exigences techniques et linguistiques sont automatiquement écartés.

ARTICLE 7 : COMPOSITION DU DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

Conformément aux dispositions de l'article 19 du décret n° 2-12-349 précité, le dossier d'appel d'offres comprend :

- Une copie de l'avis d'appel d'offres ;
- Un exemplaire du Cahier des Prescriptions Spéciales ;
- Le modèle de l'acte d'engagement ;
- Le modèle du bordereau des prix-détail estimatif ;
- Le modèle de la déclaration sur l'honneur ;
- Le présent règlement de la consultation.

ARTICLE 8 : MODIFICATION DANS LE DOSSIER D'APPEL D'OFFRES

Conformément aux dispositions du paragraphe 7 de l'article 19 du décret n° 2-12-349, le maître d'ouvrage peut introduire des modifications dans le dossier d'appel d'offres sans changer l'objet du marché. Ces modifications seront communiquées à tous les concurrents ayant retiré ou ayant téléchargé ledit dossier, et introduites dans les dossiers mis à la disposition des autres concurrents.

Ces modifications peuvent intervenir à tout moment à l'intérieur du délai initial de publicité.

Lorsque les modifications nécessitent la publication d'un avis rectificatif, celui-ci sera publié conformément aux dispositions de l'alinéa 1 du paragraphe I-2 de l'article 20 du décret n° 2-12-349. Dans ce cas, la séance d'ouverture des plis ne sera tenue que dans un délai minimum de dix (10) jours à compter du lendemain de la date de la dernière publication de l'avis rectificatif au portail des marchés publics et dans le journal paru le deuxième, sans que la date de la nouvelle séance ne soit antérieure à celle prévue par l'avis de publicité initial.

ARTICLE 9 : RETRAIT DES DOSSIERS D'APPEL D'OFFRES

Le dossier d'appel d'offres est mis à la disposition des concurrents dans les bureaux désignés dans l'avis d'appel d'offres dès la première parution de cet avis dans l'un des supports de publication prévus à l'article 20 du décret n° 2-12-349 et jusqu'à la date limite de remise des offres. Il est retiré gratuitement.

Le dossier d'appel d'offres est également disponible sur le portail des marchés publics (www.marchespublics.gov.ma).

ARTICLE 10 : INFORMATION DES CONCURRENTS

Tout concurrent peut demander au maître d'ouvrage, par courrier porté avec accusé de réception, par lettre recommandée avec accusé de réception, par fax confirmé ou par voie électronique de lui fournir des éclaircissements ou renseignements concernant l'appel d'offres ou les documents y afférents. Cette demande n'est recevable que si elle parvient

au Maître d'Ouvrage au moins sept (7) jours avant la date prévue pour la séance d'ouverture des plis.

Le Maître d'Ouvrage doit répondre à toute demande d'information ou d'éclaircissement reçue dans le délai prévu ci-dessus.

Tout éclaircissement ou renseignement, fourni par le Maître d'Ouvrage à un concurrent à la demande de ce dernier, sera communiqué le même jour et dans les mêmes conditions aux autres concurrents ayant retiré ou ayant téléchargé le dossier d'appel d'offres et ce par lettre recommandée avec accusé de réception, par fax confirmé ou par voie électronique. Il sera également mis à la disposition de tout autre concurrent dans le portail des marchés publics et communiqué aux membres de la commission d'appels d'offres.

Les éclaircissements ou renseignements fournis par le Maître d'Ouvrage seront communiqués au demandeur et aux autres concurrents dans les sept (7) jours suivant la date de réception de la demande d'information ou d'éclaircissement du concurrent. Toutefois, lorsque ladite demande interviendra entre le dixième et le septième jour précédant la date prévue pour la séance d'ouverture des plis, la réponse sera intervenue au plus tard trois (3) jours avant la date prévue pour la séance d'ouverture des plis.

ARTICLE 11 : VISITE DES LIEUX

La visite des lieux se déroulera à partir du siège du Ministère (angle rue Al jommayz et rue Al maouz, Hay Riad, Rabat) à la date fixée dans l'avis d'appel d'offres, et sera sanctionnée par un procès-verbal dressé par le Maître d'Ouvrage, mentionnant les demandes d'éclaircissement et les réponses formulées lors de cette visite. Ce procès-verbal sera publié dans le portail des marchés publics et communiqué à l'ensemble des concurrents ainsi qu'aux membres de la commission d'appel d'offres et ce par lettre recommandée avec accusé de réception, par fax confirmé ou par tout autre moyen de communication donnant date certaine.

Les concurrents qui n'ont pas participé à la visite des lieux ne sont pas admis à élever de réclamations sur le déroulement de la visite des lieux tel que relaté dans le procès-verbal qui leur sera communiqué ou mis à leur disposition par le Maître d'Ouvrage.

ARTICLE 12 : CONTENU ET PRESENTATION DES DOSSIERS DESCONCURRENTS

1. Contenu des dossiers des concurrents :

Conformément à l'article 27 du décret n°2-12-349, les dossiers présentés par les concurrents doivent comporter :

- le cahier des prescriptions spéciales paraphé et signé par le concurrent ou la personne habilitée à cet effet ;
- le dossier administratif (voir article 4 ci-dessus)
- le dossier technique (voir article 4 ci-dessus)
- une offre financière comprenant (voir article 5 ci-dessus)

2. Présentation des dossiers des concurrents :

Conformément aux dispositions de l'article 29 du décret n° 2-12-349, le dossier à présenter par chaque concurrent est mis dans un pli fermé portant les mentions suivantes :

- Le nom et l'adresse du concurrent ;
- L'objet du marché ;
- La date et l'heure de la séance d'ouverture des plis ;
- L'avertissement que « le pli ne doit être ouvert que par le président de la commission d'appel d'offres lors de la séance publique d'ouverture des plis ».

Ce pli contient deux enveloppes distinctes:

a. La première enveloppe contient les pièces des dossiers administratifs et technique et le cahier des prescriptions spéciales paraphé et signé par le concurrent ou la personne habilitée par lui à cet effet. Cette enveloppe doit être fermée et porter de façon apparente la mention « Dossiers administratif et technique ».

b. La deuxième enveloppe contient l'offre financière. Elle doit être fermée et porter de façon apparente la mention « Offre financière ».

Les deux enveloppes visées ci-dessus indiquent de manière apparente :

- Le nom et l'adresse du concurrent ;
- L'objet du marché ;
- La date et l'heure de la séance d'ouverture des plis.

ARTICLE 13 : DEPOT DES PLIS DES CONCURRENTS

Conformément à l'article 31 du décret n° 2-12-349, les plis sont, au choix des concurrents :

- Soit déposer contre récépissé leurs plis dans le bureau du Service des Marchés et des Réalisations (Ministère du Travail et de l'Insertion Professionnelle, Angle rue Al jommayz et rue Al maouz, Hay Riad, Rabat) ;
- Soit les envoyer, par courrier recommandé avec accusé de réception, au bureau précité ;
- Soit les remettre au président de la commission d'appel d'offres au début de la séance et avant l'ouverture des plis.
- Conformément à l'article 7 de l'arrêté du Ministre de l'Economie et des Finances n°20-14 du 8 di-kaada 1435 (4 septembre 2014), les concurrents peuvent transmettre leurs dossiers par voie électronique (Via le portail des marchés publics : www.marchespublics.gov.ma) au maître d'ouvrage.

Le délai pour la réception des plis expire à la date et heure fixées par l'avis d'appel d'offres pour la séance d'ouverture des plis. Les plis déposés ou reçus postérieurement au jour et à l'heure fixés ne sont pas admis.

A leur réception, les plis sont enregistrés par le Maître d'Ouvrage dans leur ordre d'arrivée, sur le registre spécial prévu à l'article 19 du décret n° 2-12-349. Le numéro d'enregistrement ainsi que la date et l'heure d'arrivée sont portées sur le pli remis.

Les plis resteront fermés et tenus en lieu sûr jusqu'à leur ouverture dans les conditions prévues à l'article 36 du décret n° 2-12-349.

Le pli contenant les pièces produites par le concurrent auquel il est envisagé d'attribuer le marché est déposé dans les conditions prévues au présent article.

ARTICLE 14: RETRAIT DES PLIS

Conformément à l'article 32 du décret n° 2-12-349, tout pli déposé ou reçu peut être retiré antérieurement au jour et heure fixés pour l'ouverture des plis. Le retrait du pli fait l'objet d'une demande écrite et signée par le concurrent ou son représentant dûment habilité et adressée au Maître d'Ouvrage. La date et l'heure de retrait seront enregistrées par le Maître d'Ouvrage dans le registre visé à l'article précédent.

Les concurrents ayant retiré leurs plis peuvent présenter de nouveaux plis dans les conditions fixées à l'article précédent.

ARTICLE 15: DELAI DE VALIDITE DES OFFRES

Les concurrents qui n'ont pas retiré définitivement leurs plis dans les conditions prévues à l'article 14 ci-dessus resteront engagés par leurs offres pendant un délai de soixante-quinze (75) jours à compter de la date de la séance d'ouverture des plis.

Si la commission d'appel d'offres estime ne pas être en mesure d'effectuer son choix, pendant le délai prévu ci-dessus, le Maître d'Ouvrage saisira les concurrents, avant l'expiration de ce délai, par lettre recommandée avec accusé de réception et leur proposera une prorogation pour un nouveau délai qu'il fixe. Seuls les concurrents ayant donné leur accord par lettre recommandée avec accusé de réception adressée au Maître d'Ouvrage, avant la date limite fixée par ce dernier, resteront engagés pendant ce nouveau délai.

ARTICLE 16: CRITERES D'APPRECIATION DES CAPACITES DESCONCURRENTS

Conformément à l'article 36 du décret n°2.12.349 du 8 Joumada I 1434 (20 Mars 2013), La commission apprécie les capacités financières et techniques eu égard à la nature et l'importance des prestations objet de la consultation et au vu des éléments contenus dans les dossiers administratif et technique de chaque concurrent. A cet effet, il est précisé que l'activité du concurrent doit obligatoirement correspondre à la nature des prestations objet de la consultation.

ARTICLE 17: EVALUATION DES OFFRES DES CONCURRENTS

Les offres financières seront examinées et évaluées conformément aux dispositions des articles 39, 40 et 41 du décret n° 2-12-349.

Les offres seront jugées sur la base de l'offre financière. L'offre la plus avantageuse est la moins disante.

ARTICLE 18: MONNAIE

Conformément aux dispositions de l'article 18 paragraphe 6 du décret n° 2-06-388 précité, le dirham est la monnaie dans laquelle doivent être exprimés les prix des offres présentées par les soumissionnaires.

Lorsque le concurrent n'est pas installé au Maroc, son offre doit être exprimée en monnaie étrangère convertible (Dollar ou Euro). Dans ce cas, pour être évalués et comparés, les prix des offres exprimées en monnaie étrangère doivent être convertis en dirham. Cette conversion doit s'effectuer sur la base du cours vendeur du dirham en vigueur le premier jour ouvrable de la semaine précédant celle du jour d'ouverture des plis donné par Bank Al-Maghreb.

ARTICLE 19: LANGUE

Les pièces contenues dans les dossiers et les offres présentées par les concurrents doivent être établies en langue française.

ARTICLE 20: GROUPEMENTS

Les groupements sont soumis aux dispositions de l'article 157 du décret n° 2-12-349.





Direction des Ressources Humaines,
du Budget et des Affaires Générales

مديرية الموارد البشرية و الميزانية و الشؤون العامة



APPEL D'OFFRES OUVERT SUR OFFRES DE PRIX N° 08/2019

**TRAVAUX DE REHABILITATION ET D'ENTRETIEN DU SIEGE DE
LA DIRECTION DU TRAVAIL DU MINISTERE DU TRAVAIL
ET DE L'INSERTION PROFESSIONNELLE A RABAT
EN LOT UNIQUE**

<u>LE MAITRE D'OUVRAGE</u>	<u>LE BET</u>	<u>PRESTATAIRE</u>
<p>  Pour le Ministre Le Directeur des Ressources Humaines, du Budget et des Affaires Générales Signé : FATHI BOULKRIME </p> <p>A Rabat, le : 28 JUIN 2019</p>	<p>  Sté. MB PROJECT sari au Appt Au RDC Ann. N° 39 Lotissement Anne Marie IV Rue Taroukante - Tamara - </p> <p>A Rabat, le : 28 JUIN 2019</p>	<p>Lu et accepté manuscrite</p> <p>A , le :</p>